



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 49 / Mars 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



Importation des “minerais de sang” : une réglementation trop coûteuse

Dans un projet de décret, Donald Trump, le nouveau président américain, a proposé de suspendre un texte de loi permettant de contrôler l'approvisionnement des entreprises américaines en minerais issus de zones de conflit. Une mesure peu efficace et trop chère, selon lui. Dans un projet de décret obtenu par Reuters, Trump propose une suspension de deux ans de la loi sur les minerais de conflit. Plus précisément, de la disposition 1502 de la loi Dodd-Frank, qui impose à près de 1 200 sociétés cotées aux États-Unis d'informer la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la bourse américaine, de leur utilisation des matières premières extraites dans la région africaine des Grands lacs.

Smartphones, bijoux, industries aéronautique et aérospatiale... Nombreux sont les débouchés possibles pour des minerais tels que l'or, le tungstène, l'étain ou le tantale (extrait du coltan). Depuis deux décennies, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est déchiré par les conflits, qui ont fait des millions de morts, et de nombreux belligérants tirent profit de l'exploitation de ces “minerais de sang”, dont la région regorge. (Source : France 24. Photo: globalwitness.org)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- Des investissements stimulés par la création d'Invest-NL
- Des investisseurs étrangers créent 11,000 nouveaux emplois aux Pays-Bas
- Les résultats 2016 pour KLM, Rabobank, Ziggo et Achmea
- Brexit, la délocalisation au cœur des débats
- Schiphol, l'aéroport le moins cher d'Europe de l'ouest

Actualités en RDC

PAGE 3

- Glencore prend le contrôle du plus grand gisement de cobalt au monde
- Les retombées positives du festival Amani sur le commerce local
- Carburant à la pompe : Gouvernement et pétroliers se mettent d'accord
- Des faux billets de francs congolais en circulation
- La RDC se dote d'une nouvelle législation sur les hydrocarbures
- S&P confirme la note souveraine de la RD Congo à «B-/B»
- Adoption et promulgation de la loi sur la sous-traitance

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- Emission de titres publics à souscription libre du Congo
- Créances dues aux opérateurs économiques au Congo
- Le groupe Bolloré prévoit d'augmenter ses investissements au port de Pointe-Noire
- Corniche Sud de Brazza: le coût des expropriations passe de 11 à 5,6 milliards FCFA
- L'Université Privée de Marrakech va ouvrir une branche au Congo

PAGE 5

Post Scriptum

- Programme DHI ouvert maintenant !
- Liens utiles
- Informations Pratiques & Contact

Des investissements stimulés par la création d'Invest-NL



Le cabinet néerlandais souhaite stimuler les investissements dans de nouveaux domaines. Pour y arriver, l'institution d'investissements Invest-NL sera créé, avec un capital de 2.5 milliard d'euros. Certains instruments de financement pour l'entrepreneuriat, qui sont actuellement gérés par RVO.nl, seront transférés à Invest-NL. Les activités de l'Agence Néerlandaise des Investissements (NIA) seront également transférées vers la nouvelle institution de développement.

Invest-NL offre aux entrepreneurs une plateforme pour le capital-risque, les garanties, l'assurance-crédit à l'exportation et les programmes internationaux de financement. Invest-NL développera aussi de grands projets sociétaux dans le pays et à l'étranger, ainsi que du cofinancement selon les besoins. Avec l'établissement d'Invest-NL, les Pays-Bas suivent l'exemple des autres pays de l'UE qui ont déjà une telle institution d'investissement. (Source: RVO.nl. Photo: vno-ncw.nl)

Schiphol, l'aéroport le moins cher d'Europe de l'ouest



Au sein de l'Europe de l'ouest, les compagnies aériennes sont les moins onéreuses à Schiphol. De plus, les connections de l'aéroport au réseau international des vols programmés se sont considérablement améliorés. Cela a été mis en lumière par deux études publiées par SEO Amsterdam Economics. Onze grands aéroports étaient inclus dans la première étude. Seul l'aéroport Atatürk à Istanbul est meilleur marché en termes de redevances aéroportuaires, de frais de contrôle du trafic aérien et de taxes administratives.

Londres Heathrow s'est avéré être le plus cher. Schiphol: 'Ces résultats confirment la forte position de l'aéroport dans un marché hautement concurrentiel qui connaît des développements rapides.' La deuxième étude a démontré que le nombre des connections directes à partir de Schiphol a augmenté plus vite que celui des autres grands aéroports. Ceci est largement dû à l'introduction, depuis l'année dernière, de deux vols quotidiens vers l'Inde. (Source: NRC.nl. Photo: Dutchnews.nl)

Des investisseurs étrangers créent 11,000 nouveaux emplois aux Pays-Bas



En 2016, 350 investisseurs étrangers ont créé 11,398 emplois supplémentaires aux Pays-Bas. Ces entreprises ont totalisé, ensemble, un investissement équivalent à 1,74 milliard d'euros. L'Agence néerlandaise des Investissements Etrangers (NFIA) a fourni 7,570 de ces emplois, atteignant un nombre record de 227 investisseurs étrangers aux Pays-Bas. Le tout a totalisé des investissements de 1,47 milliard d'euros. La majorité des emplois appartiennent aux secteurs de la distribution (2,092), de la production (1,475), de l'administration centrale (1,218) et des services (1,097).

La plupart des emplois supplémentaires (4,057) ont été créés par des entreprises américaines, suivi par le Royaume-Uni, la Chine, le Japon et la France. Les investissements étrangers ont créé la majorité des emplois dans le domaine des TIC (1,460), les sciences de la vie et de la santé (986), le transport et la logistique (759) et l'industrie agroalimentaire (751). Selon le Ministre des Affaires Economiques, Kamp, ces chiffres confirment que les Pays-Bas conservent leur attractivité auprès des entreprises étrangères, grâce au niveau d'instruction de la population, à l'excellente logistique, aux infrastructures et à l'économie digitale. (Source: RVO.nl. Photo: innovationquarter.nl)

Les résultats 2016 pour KLM, Rabobank, Ziggo et Achmea

La Rabobank a rapporté une augmentation de 14% sur les bénéfices sous-jacents sur une année, stimulée par une hausse de la croissance économique néerlandaise, des prêts et des épargnes. Bien que ce dernier soit en hausse de 4 milliard d'euros, le bénéfice net a diminué de 9%, atteignant 2 milliard d'euros, à cause de la restructuration et des autres charges. Rabobank avait annoncé en décembre dernier qu'il supprimerait 9,000 emplois. Le bénéfice net de la compagnie aérienne Air France-KLM a atteint 792 millions d'euros en 2016, avec une hausse de 674 millions d'euros en 2015, en grande partie en raison de la baisse des prix du carburant. Les revenus totaux ont baissé de 3.3% atteignant 25 milliards d'euros. La meilleure santé financière de l'entreprise a été largement favorisée par sa branche néerlandaise KLM.

L'entreprise de télécommunication Ziggo a perdu 110,000 clients l'année passée, entraînant une diminution du taux de renouvellement de 1.4% - 2,4 milliards d'euros. Le géant de l'assurance Achmea avait publié qu'il subirait une perte de bénéfices, pour l'année 2016, de l'ordre de 380 millions d'euros, résultant d'une série de revers. Achmea avait publié une perte de 24 millions d'euros, pour la première moitié de 2016. (Source: DutchNews.nl)

Brexit, la délocalisation au cœur des débats



Le régulateur néerlandais des services financiers AFM et les fonctionnaires d'Amsterdam sont en pourparlers avec une douzaine d'entreprises, y compris des 'traders', des gestionnaires d'actifs, et des compagnies qui vendent des données financières concernant leur délocalisation de la Grande-Bretagne, liée au Brexit. A la mi-janvier, le premier ministre britannique, Theresa May, avait annoncé que la Grande-Bretagne quitterait non seulement l'UE mais également le marché intérieur de l'UE. Cela pourrait entraîner, pour les sociétés financières basées à Londres, une perte d'accès direct à l'UE.

L'Agence néerlandaise des Investissements Etrangers (NFIA) a doublé le personnel de son bureau de Londres, de trois à six. Elle cible toutes les entreprises qui sont actives sur le marché européen. Rotterdam y voit des opportunités pour rapatrier des entreprises de Londres, et espère attirer des fournisseurs de services maritimes, ainsi que des sociétés d'assurance. Des sociétés de conseil comme EY et KPMG aident également les entreprises qui souhaitent se délocaliser. (Source: DutchNews.nl. Photo: relocatemagazine.com)

Glencore prend le contrôle du plus grand gisement de cobalt au monde

Requiqué par la reprise des cours de minerais, la multinationale Glencore vient de mobiliser près d'un milliard de dollars pour une prise de participation majoritaire dans deux sites miniers congolais, appartenant au magnat israélien Dan Gertler. Une opération qui s'est chiffrée à 962 millions de dollars et qui offre à la multinationale un contrôle total de la mine de cobalt de Mutanda et une majorité confortable de 86% du tour de table de la mine de cuivre du Katanga.

Un deal qui signifie un meilleur contrôle de ses actifs pour Glencore, au moment où les cours du cuivre et du cobalt enregistrent une tendance positive. Cette opération a également pour but d'acter la séparation entre Gertler et Glencore. Suite aux affaires houleuses du magnat en RDC et sa relation avec le président Joseph Kabila, qui ont attiré l'attention de la Justice américaine. (Source : La Tribune)

S&P confirme la note souveraine de la RDC à «B-/B»



L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a confirmé, les notes de la dette à long et court terme, en devises et en monnaie locale, de la RDC à respectivement «B-» et «B», avec perspective négative. Ces notes restent soutenues par les anticipations selon lesquelles la dette publique du pays demeurera faible par rapport au PIB et majoritairement de nature concessionnelle.

Ce niveau peu élevé de la dette publique s'explique par l'allègement obtenu récemment, ainsi que par l'accès limité du gouvernement au financement de nature commerciale. S&P a également précisé que ces notes sont en revanche contraintes par la fragilité des institutions et de la gouvernance du pays, les réserves de change extrêmement faibles, ainsi que par un PIB par habitant (380 dollars en 2016) figurant au deuxième rang des plus faibles de l'ensemble des pays notés par S&P Global Ratings. (Source : Agence Ecofin. Photo: financialexpress.com)

Adoption et promulgation de la loi sur la sous-traitance

La loi adoptée à l'Assemblée Nationale et au Sénat, a été promulguée par le Président de la RDC. Ce texte dispose, que l'activité de sous-traitance est réservée aux entreprises à capitaux congolais, promues par les congolais, quelle que soit leur forme juridique, dont le siège social est situé sur le territoire national. En cas d'indisponibilité ou d'inaccessibilité d'expertise dûment prouvée dans le secteur d'activité visé, l'entrepreneur ne peut recourir à toute autre entreprise de droit congolais ou à une entreprise étrangère que pour autant que l'activité visée ne dépasse pas six mois; à défaut elle devra créer une société de droit congolais.

La violation de ces dispositions est punie, non seulement des peines d'amendes, mais également de la fermeture momentanée de l'entreprise. Cette loi devrait permettre au congolais de jouer un rôle actif dans son pays et à promouvoir une croissance économique véritablement inclusive et créatrice d'emploi. (Source : Divers)

Les retombées positives du festival Amani sur le commerce local



A Goma, au Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le festival Amani avait reçu, pendant trois jours, de nombreux artistes venus chanter et danser pour promouvoir la paix et la réconciliation. Ce festival a eu aussi des retombées économiques pour les commerçants de la ville de Goma. Le festival Amani a mis de la joie dans les cœurs et de l'argent dans les portefeuilles.

Il a réuni, pour cette édition, 33 000 spectateurs, des organisateurs et des dizaines d'artistes. Les commerçants de Goma se sont frotté les mains, à commencer par les restaurateurs présents sur le site du festival. « Je vends la bière et de la nourriture. Ce festival nous a permis de vendre plus. En comparaison avec un week-end normal, ici, à Amani, on a peut-être triplé nos ventes », explique Lydia, l'une des restauratrices. Quelques stands plus loin, même satisfécit pour Déborah, vendeuse de bijoux artisanaux. (Source : RFI. Photo: amanifestival.com)

Carburant à la pompe : Gouvernement et pétroliers se mettent d'accord

A Kinshasa, les opérateurs pétroliers avaient vendu à la pompe, pendant plusieurs jours, du carburant de manière séquentielle. Ils exigeaient la hausse du prix du carburant à la pompe suite à la dépréciation du franc congolais face au dollar américain. Dans la capitale congolaise, un dollar américain se change à 1 320 francs congolais.

Le ministre en charge de l'Economie nationale, Modeste Bahati avait déclaré : « Ce n'est un secret pour personne. Vous savez que nous vendons le carburant en franc congolais qui a connu une dépréciation. Alors que le carburant vendu au pays est importé et doit être payé en devises. Il faut un réajustement du prix à la pompe pour éviter la rupture ». Un compromis a finalement été trouvé entre le gouvernement et les pétroliers distributeurs. La hausse sera de moins de 5%, soit 69,3 FC pour l'essence et 68,18 pour le gasoil. Cette augmentation ne devrait pas impacter le prix du transport. (Source : Mediacongo)

Des faux billets de francs congolais en circulation

La somme de 805.000 francs congolais a été saisie à la Rawbank et plusieurs autres cas ont également été constatés dans le milieu de changeurs de monnaie. A ce sujet, la Confédération des Cambistes du Congo (COCAM) a adressé un courrier au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo (BCC).

La COCAM indique que les services de la Rawbank ont évoqué que ces billets de 5 000 et 10 000 FC seraient des faux alors qu'ils ont été reçus de la Primature en échange de devises étrangères. Loin d'être un cas isolé, cette situation est vécue par l'ensemble des cambistes en particulier et la population en général qui se voient fermer la porte de l'épargne à cause, semble-t-il de la qualité de billets de banques, déplore la COCAM. La BCC est appelée à communiquer sur cette question afin de fixer l'opinion congolaise. (Source : Zoomeco)

La RDC se dote d'une nouvelle législation sur les hydrocarbures



Le ministre des Hydrocarbures, Aimé Ngoy Mukena, a présenté cette loi, à Kinshasa. Il a expliqué qu'elle prend en compte, d'une part, l'ensemble des activités pétrolières et d'autre part, spécifie l'appartenance à l'Etat des ressources des hydrocarbures du sous-sol jusqu'au point d'exportation. Ce texte est un cadre de normalisation et de réglementation du secteur pétrolier en RDC. « D'après cet arsenal juridique, l'Etat a l'obligation de s'investir dans les travaux des recherches géologiques, géophysiques et géochimiques dans le but d'évaluer ses ressources en hydrocarbure », a indiqué Aimé Ngoy Mukena.

Cette nouvelle loi prévoit également la mise en place d'une société nationale en hydrocarbure. « La loi sécurise l'investisseur et sécurise aussi l'Etat qui est représenté par sa propre société dans les tous les accords que les hydrocarbures signent avec les investisseurs », a poursuivi le ministre. Il a également précisé que cette sécurisation concerne aussi les aires protégées. (Source: Radio Okapi. Photo: onewovision.com)

Corniche Sud de Brazza: le coût des expropriations passe de 11 à 5,6 milliards FCFA



Estimées au départ à quelque 11 milliards de francs CFA, les expropriations prévues dans le cadre du projet de construction de la Corniche Sud de Brazzaville ont été ramenées à 5,6 milliards de francs CFA, a indiqué le ministre en charge de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean Jacques Bouya. «L'Etat a dû payer plus de 3 milliards de francs CFA et il reste encore plus de 2 milliards de francs CFA», a-t-il expliqué.

Ce projet est financé par l'Agence française de développement (AFD), à hauteur de 45.915.517.795 francs CFA. Il porte sur la construction d'une route à deux voies d'une longueur de 5,2km, le long du fleuve Congo, de la Case de Gaulle au pont du Djoué. Exécutés par l'entreprise Razel-BEC, les travaux de cette route s'achèveront en février 2018. Ils permettront d'améliorer la physionomie de ces quartiers et de mettre en valeur le potentiel paysage des berges du fleuve Congo. (Source : adiac-congo.com. Photo: icibrazza.com)

L'Université Privée de Marrakech va ouvrir une branche au Congo



L'Université Privée de Marrakech et une fondation basée en république du Congo se sont mis ensemble pour la construction d'une structure qui sera la branche congolaise de l'institution de formation supérieure marocaine. Le coût total de l'investissement est annoncé à 40 millions d'euros. Pour l'UPM cela ressemble davantage à une stratégie d'expansion de son marché après l'ouverture d'une branche au Sénégal.

Rendue au terme de sa construction, l'institution devrait accueillir jusqu'à 7000 étudiants qui seront capables de déboursier entre 4000 et 5000 euros de frais de scolarité annuel. Soit un chiffre d'affaires cible situé entre 28 et 35 millions d'euros par an. L'UPM est soutenue dans sa stratégie d'expansion en Afrique sub-saharienne, par Development Partners International, une firme de private equity basée à Londres et qui, en 2014, a acquis une part de son capital pour 20 millions USD. (Source : Agence Ecofin. Photo: Jeune Afrique)

Emission de titres publics à souscription libre du Congo



Le gouvernement congolais envisage de lancer très prochainement la première émission des titres publics à souscription libre émis par le trésor public du Congo, en vue de favoriser la conduite efficace de la politique monétaire par la Banque des Etats d'Afrique centrale (Beac). "Cette opération marque la volonté des autorités congolaises de satisfaire les besoins de financement de l'Etat par la mobilisation des ressources internes", a déclaré le directeur national par intérim de la Beac, Gatien Odaye Obili.

Selon lui, ce mécanisme présente trois principaux avantages, à savoir la modernisation de la gestion de la dette publique, l'élargissement et la diversification de la gamme des actifs financiers, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la politique monétaire. Il a assuré que la Banque centrale accompagnera les six Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) dans les actions de sensibilisation, de renforcement des capacités des administrations financières et d'assistance technique et organisationnelle. (Source: PanaPress. Photo: fluxecoafrique.com)

Créances dues aux opérateurs économiques au Congo

Le gouvernement congolais a été invité par le COPECO (Collectif des Opérateurs Economiques du Congo) à mettre tout en œuvre pour permettre l'apurement des créances qu'il leur doit depuis plusieurs années. Selon Monsieur Paul Nestor Mouadzimbi Ndinga, Président du COPECO, les créances sont réparties comme suit : plus de 13 milliards de FCFA au titre des exercices 2015-2016 au Trésor public; près de 10 milliards de FCFA au titre des différentes municipalisations accélérées à la Délégation générale des grands travaux (DGGT); 3, 491 milliards de FCFA au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

Le Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville lui devrait la somme de 219 millions, tandis que la Mairie centrale de la capitale congolaise devrait solder plus de 380 millions. Des tribunes radiotélévisées devraient être organisées afin de dénoncer les agissements du gouvernement. (Source : Afriquejet.com)

Le groupe Bolloré prévoit d'augmenter ses investissements au port de Pointe-Noire



Le groupe Bolloré, en charge de la gestion du terminal à conteneurs, entend y apporter un investissement supplémentaire à hauteur de 150 milliards de francs CFA. Il est question de poursuivre l'agrandissement du port et la modernisation de ses installations, afin d'en faire l'un des plus attractifs dans la région. Depuis 2009, le groupe Bolloré est adjudicataire de la concession du terminal à conteneurs du PAPN pour une période de 27 ans.

Ce groupe a déjà consenti plus de 200 milliards de francs CFA pour l'amélioration des infrastructures du port de Pointe-Noire qui fait partie des plus importants en eau profonde dans le Golfe de Guinée. Les financements apportés à la fois par le groupe Bolloré, l'Etat congolais et d'autres partenaires au développement ont permis d'aménager des quais et de porter leur profondeur à au moins 15m. Le terminal à conteneurs a été aménagé et élargi, les portiques installés, les réseaux d'eau et d'électricité réfectionnés. (Source: RFI. Photo: vox.cg)

Programme DHI maintenant ouvert !

La première série d'appel d'offres de 2017 pour le programme de subvention pour des projets de démonstration, des études de faisabilité et des études de préparation des investissements (DHI) est maintenant ouvert jusqu'au 7 avril. Avec ce schéma, le gouvernement néerlandais veut augmenter et renforcer le nombre des entreprises néerlandaises qui s'internationalisent avec succès dans des pays avancés, des marchés émergents et des pays en développement. Ainsi, les Pays-Bas font une contribution positive au développement local durable dans des pays en développement.

Pour qui?

DHI se concentre sur des PME néerlandaises avec des ambitions internationales et un intérêt pour des marchés étrangers. DHI est ouvert à plusieurs pays, dont la RDC.

Modules du schéma DHI

- Projets de démonstration : démonstration de la technologie, des biens d'équipement ou des services dans un des pays où DHI opère
- Etudes de faisabilité : de la recherche pour la faisabilité d'un investissement étranger à un certain produit. Une étude de faisabilité augmente la probabilité qu'un client potentiel de l'un des pays de DHI veut investir à une technologie, un bien d'équipement ou un service.
- Etudes de préparation des investissements : de la recherche dans la faisabilité technique et commerciale d'un investissement à une entreprise dans un des pays DHI.

Exigences

L'Agence néerlandaise des Entreprises (RVO) évaluera votre application en termes de critères seuils, de critères de sortie et répartira des points.

Budget

Le budget disponible pour cette première série d'appel d'offres de 2017 est 5,75 millions d'euros.

Pour plus de renseignements: <http://english.rvo.nl/subsidies-programmes/dhi> (en anglais)

Liens utiles

Invest in Holland
<http://investinholland.com/>

Schiphol Aéroport d'Amsterdam
<https://www.schiphol.nl/en/what-to-do-at-schiphol/>

La loi Dodd-Frank sur les minerais du conflit
<https://www.globalwitness.org/en/archive/7801/>

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600
Urgence : +243 99 818 62 24
Fax : +243 99 6050 629
E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30
Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00
Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey
Tel : +242 06 924 14 07
E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com

M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

